

## Recherches sociographiques



# GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *Pour une politique québécoise de la recherche scientifique*

Fernand Bonenfant

Volume 22, Number 1, 1981

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055920ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055920ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

### ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this review

Bonenfant, F. (1981). Review of [GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *Pour une politique québécoise de la recherche scientifique*]. *Recherches sociographiques*, 22(1), 133–135. <https://doi.org/10.7202/055920ar>

## COMPTES RENDUS

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *Pour une politique québécoise de la recherche scientifique*, Québec, Éditeur officiel du Québec, mars 1979, 222p.

Les questions traitées dans le « livre vert » du gouvernement québécois sur la recherche scientifique avaient déjà été abordées dans un autre document officiel paru quelques mois plus tôt, le « livre blanc » sur la politique québécoise de développement culturel, où un chapitre entier était consacré à la recherche scientifique. Le gouvernement y exprimait l'intention de fixer bientôt les cadres de son intervention en fonction d'une politique d'ensemble de la science et de la technologie et annonçait que le livre vert sur la politique de la recherche proposerait à cet égard des positions fermes et des alternatives précises.

En fait, le livre vert est beaucoup plus un exposé de positions déjà arrêtées qu'une présentation de différentes options. Il est toutefois clairement situé dans un processus de consultation, et tous ceux que la recherche intéresse sont invités à faire état de leur accord ou de leur désaccord avec les points de vue gouvernementaux.

Le cœur de l'ouvrage consiste en trois chapitres où l'on examine la situation et les problèmes de chacun des secteurs — gouvernemental, universitaire et industriel — de la recherche. Ces exposés viennent après deux chapitres généraux portant, le premier, sur la conjoncture actuelle et, le deuxième, sur les conditions dans lesquelles il y aurait lieu d'envisager une relance de la politique québécoise de la recherche scientifique. À vrai dire, il ne s'agit pas d'une relance au sens strict du terme, c'est-à-dire la reprise d'une activité en sommeil. Bien qu'ils rappellent dans le premier chapitre que le début des années soixante-dix a marqué la naissance d'une politique scientifique au Québec, les auteurs du livre vert semblent vouloir repartir à zéro, sans ménager aucune continuité entre le nouvel effort proposé et ce qui s'est fait auparavant, même dans le cas de la recherche universitaire, pour laquelle le Conseil des universités et la Commission de la recherche universitaire ont travaillé avec persévérance à promouvoir une politique cohérente et réaliste.

Il est vrai qu'un des principaux défauts que le livre vert trouve à la situation présente de la recherche au Québec est la prédominance de la recherche universitaire. Il y aurait eu, au cours de la dernière décennie, soutient-on, un principe de recours systématique au secteur universitaire pour répondre aux besoins des ministères et à certains besoins spécifiques de l'industrie. L'adoption de ce principe aurait confiné la recherche gouvernementale à des besoins de second ordre et introduit dans notre système de la recherche un déséquilibre inadmissible. Le fait que l'un des trois secteurs joue un rôle de suppléance par rapport aux deux autres serait contraire au respect et à la promotion des finalités de chaque composante, qui est l'un des préalables exigés pour la définition même d'une politique scientifique aussi bien qu'une condition nécessaire de la mise en œuvre de cette politique. C'est là, à notre avis, une façon bien théorique de rejeter *a priori* un mode de fonctionnement considéré dans d'autres pays comme tout à fait normal.

Même si elles sont trop articulées autour du monde universitaire, les activités de recherche scientifique au Québec n'en constituent pas moins, selon le livre vert, un ensemble quantitativement

et qualitativement important. Le contexte dans lequel cet ensemble s'est développé a cependant d'autres défauts : le décroissement et la faible articulation des divers secteurs, le manque de concertation et de coordination des stratégies gouvernementales de soutien et de développement, l'hégémonie du gouvernement fédéral dans l'histoire et l'état présent du développement scientifique au Québec. L'analyse qui accompagne chacune de ces constatations reste cependant assez sommaire et ne repose sur aucun ensemble de données précises. Le livre vert aurait dû contenir ou présenter en annexe des indications qualitatives et des données quantitatives qui auraient permis de se faire une image moins grossière de la réalité.

Le deuxième chapitre du livre vert identifie cinq conditions de la relance de la recherche scientifique au Québec. En plus du respect et de la promotion des finalités de chaque composante, déjà mentionnée, il y a la définition et le partage des responsabilités, l'articulation rationnelle des structures d'organisation de la recherche, l'instauration d'une véritable planification de la recherche et l'élaboration d'un nouvel ordre politique. On aurait mauvaise grâce à ne pas souscrire à de tels principes, qui sont présentés de façon assez vague et idéale, sans beaucoup de précisions sur les modalités concrètes de leur application.

Intitulé « La recherche gouvernementale », le chapitre troisième a une envergure beaucoup plus grande que ce titre ne l'indique. Au lieu de se limiter à la recherche gouvernementale proprement dite, c'est-à-dire la recherche dont les ministères ont besoin pour pouvoir assumer adéquatement leurs missions propres, on y considère l'ensemble des responsabilités et des préoccupations de l'État en matière de recherche, ce qui inclut les interventions du gouvernement destinées à promouvoir le développement des secteurs universitaire et industriel de recherche. Ceci pourrait laisser croire qu'on veut placer la recherche universitaire et la recherche industrielle sous l'autorité des responsables de la recherche gouvernementale. L'intention des auteurs du livre vert n'est sans doute pas de proposer une telle subordination, mais leur exposé aurait été plus clair et moins inquiétant s'ils avaient mieux séparé les différents rôles du gouvernement par rapport à la recherche.

Le chapitre sur la recherche universitaire est sans doute le meilleur du livre vert. C'est en particulier celui qui comporte le plus de données quantitatives. Le premier élément du diagnostic qu'on y formule est une tendance à l'émiettement dans la répartition des ressources financières, phénomène que les auteurs expliquent par les mécanismes de distribution des fonds, plus précisément le système d'évaluation des demandes de subvention par des « pairs ». C'est là une hypothèse fort discutable. Les chercheurs eux-mêmes attribuent plutôt le morcellement progressif des subventions au fait que le nombre des chercheurs universitaires a augmenté beaucoup plus rapidement que les enveloppes budgétaires destinées à la recherche.

Comme deuxième élément de diagnostic sur la recherche universitaire, le livre vert retient la confusion qui entoure l'identification d'objectifs et de priorités pour cette recherche. Après avoir rappelé à ce propos les efforts poursuivis au cours des dix dernières années par les universités elles-mêmes, le Conseil des universités et d'autres organismes, on souligne l'insuccès relatif de ces efforts et l'on conclut que le gouvernement devrait assumer le leadership qui lui incombe, paraît-il, en cette matière. C'est là un remède qui apparaîtra sûrement à plusieurs bien pire que le mal qu'on veut guérir.

Un autre élément du diagnostic porté sur la recherche universitaire a trait à l'isolement dans lequel se trouverait cette recherche par rapport aux secteurs gouvernemental et industriel, isolement qui serait particulièrement fréquent, affirme-t-on, dans les domaines de recherche à portée proprement technologique et qui serait favorisé par le système de subventions à l'excellence. Aucun fait précis ne vient étayer ces affirmations qui paraîtront fantaisistes à tous ceux qui connaissent un peu la nature des projets de recherche en cours dans les départements de sciences appliquées de nos universités. Par contre, les pages du livre vert où il est question du quatrième élément de diagnostic, la situation de la recherche dans la vie quotidienne de l'université, donnent un tableau fidèle de la réalité. Tout le monde s'accorde pour reconnaître l'existence des ambiguïtés mentionnées à propos du statut du professeur, des structures d'encadrement, de l'infrastructure de soutien à la recherche, de la situation du personnel d'exécution.

On est aussi facilement d'accord avec les orientations et mesures à explorer présentées dans la suite de ce chapitre, qu'il s'agisse des finalités propres de la recherche universitaire, du choix d'objectifs prioritaires, de la concentration des ressources et de la spécialisation des établissements

universitaires, de la nécessité de planifier et d'évaluer aussi bien que de collaborer avec les autres secteurs de recherche. On regrette cependant que toutes ces questions soient traitées de façon trop générale pour qu'on puisse dégager des lignes de conduite un peu précises. La question du financement de la recherche universitaire est aussi abordée de façon bien superficielle : on dit qu'elle devrait « faire l'objet d'une réflexion collective » et que « le temps est peut-être venu de définir avec plus de clarté les règles du jeu ». L'étude spécifique du cas du programme F.C.A.C., présentée en fin de chapitre, ne fait guère plus que de reposer, une fois encore, la question de la cohérence et de la pertinence des objectifs du programme.

Au chapitre 5, la nature de la recherche industrielle fait l'objet d'une longue entrée en matière qui se termine par la constatation que la recherche industrielle n'est pas orientée vers l'accroissement des connaissances, mais constitue plutôt un investissement destiné à accroître la productivité de l'entreprise. Vient ensuite un exposé des « faits et contraintes » relatifs à la recherche industrielle au Québec, où l'on insiste surtout sur l'aspect contraintes, pour en arriver à considérer, dans une troisième partie du chapitre, les stratégies d'intervention gouvernementale. On conclut, en fin de compte, qu'il est présentement impossible de formuler une politique d'ensemble de la recherche industrielle, et qu'on doit se contenter d'une approche pragmatique, qui consiste à tirer parti des expériences déjà tentées et à explorer prudemment quelques nouvelles pistes.

Un sixième et dernier chapitre du livre vert présente les mesures et dispositifs d'ensemble que le gouvernement entend mettre en œuvre pour développer et maintenir en santé la recherche scientifique québécoise. Le premier thème abordé à ce propos, celui des mécanismes centraux de coordination et de concertation, se rattache à la question plus générale de la complexité et de la lourdeur de l'appareil gouvernemental tout entier. Quelle que soit la formule adoptée, qu'on confie la responsabilité primordiale en matière de recherche au premier ministre, à un ministre d'État, au ministre de l'éducation, au ministre de l'industrie et du commerce, on peut se demander si une présence trop immédiate du gouvernement dans l'organisation du système de la recherche ne détruira pas nécessairement les éléments de souplesse essentiels à l'efficacité de ce système.

Comme deuxième type de mesures destinées à promouvoir le développement de la recherche scientifique, le gouvernement propose la mise en place de nouveaux lieux d'exécution par la création d'un certain nombre d'instituts publics de recherche. On ne peut qu'applaudir à cette idée, en souhaitant toutefois que sa mise en œuvre soit synchronisée avec une politique adéquate pour la formation du personnel requis. Dans l'immédiat, il apparaît toutefois plus urgent de penser à l'organisation de services à la recherche qui se fait déjà, plutôt qu'à l'établissement de nouveaux lieux d'exécution. Parmi ces services, ceux qui concernent l'information scientifique et technique sont essentiels, et les auteurs du livre vert ont bien raison d'insister sur la nécessité de développer et de compléter les réseaux déjà existants.

Ce sixième chapitre du livre vert se termine par quelques considérations sur la formation du personnel scientifique et technique. On souligne la nécessité de formuler une politique à cet égard, sans aller malheureusement jusqu'à poser les jalons d'une telle politique.

En dépit des critiques et des inquiétudes que sa lecture suscite, le livre vert reste un excellent document. Tout à fait remarquable quant à la qualité de son style et aux soins qu'on a apportés à sa présentation, il pose des problèmes dont la discussion ne saurait manquer d'être féconde pour l'avenir de la recherche au Québec.

Fernand BONENFANT

*Département de physique,  
Université Laval.*

Claude MONTMARQUETTE (dir.), *Économie du Québec et choix politiques*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1979, 531p.

Cet ouvrage est constitué des textes révisés d'un colloque tenu en octobre 1978 sur le thème qui sert maintenant de titre au livre. La révision a, de toute évidence, permis un polissage et un